

Non au fichier Base-Élèves !

Base-Élèves est un dispositif sans précédent de fichage informatique des élèves dès la maternelle. Mis en place à la rentrée 2006 dans 21 départements, sa généralisation est prévue pour 2006/2007. Ses utilisations portant gravement atteinte aux libertés de chacun(e), les signataires se positionnent contre la mise en place de Base-Élèves.

En effet, ce fichage ne nous paraît pas destiné au seul service des besoins éducatifs des jeunes. Certaines informations (nationalité, suivi de réseau, langue et culture d'origine, situation familiale) comportent un risque de dérive. Ces renseignements sont centralisés à Orléans, de manière « en principe » anonymée, mais « l'anonymat peut-être levé en fonction des besoins de l'administration ». Une Inspection d'Académie (où l'expérience a débuté dès 2004/2005) reconnaissait, devant l'intersyndicale départementale, devenir « la plus grande source d'information sur l'immigration ».

La mise en place du fichier Base-Élèves est à mettre en perspective avec les rapports Bénisti et la récente expertise de l'INSERM, qui inspirent le projet de loi de prévention de la délinquance de Sarkozy. Les rapports Bénisti préconisent la détection très précoce des « troubles comportementaux » chez l'enfant, censés annoncer un parcours vers la délinquance. En ce qui concerne le risque des « comportements déviants » des enfants dès leur plus jeune âge, notamment en rapport avec la langue maternelle, il est indiqué par exemple : « la mère de famille devra s'obliger à parler le français dans le foyer pour habituer les enfants à n'avoir que cette langue pour s'exprimer », et plus loin : « des suivis sociaux réguliers devront ainsi permettre à l'enfant d'être élevé dans une atmosphère saine ».

La centralisation et le partage, entre différentes institutions, d'informations privées conduit à un fichage généralisé et à un contrôle de la population. Base-Élèves n'est pas un outil au service des besoins éducatifs de la jeunesse, c'est l'instrument d'une politique sécuritaire et policière.

Nous nous élevons contre les risques de dérives de Base-Élèves à des fins de contrôle social.

Nous refusons que les enfants soient fichés dès leur plus jeune âge.

Nous demandons l'abandon du fichier Base-Élèves et appelons, a minima, à refuser de rentrer les données sensibles dans ce fichier.

NOM et Prénom	adresse	profession	signature